



# Renforcer la résilience rurale face aux catastrophes naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes grâce aux villages connectés : note de synthèse

Robert Mutschler

La résilience des populations rurales aux catastrophes naturelles et à d'autres chocs est une question importante pour les villages ruraux. Les acquis du développement durablement gagnés peuvent être trop facilement perdus suite à des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les ouragans, les sécheresses et les inondations. Ceci est particulièrement le cas des pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui sont confrontés au risque de diverses catastrophes naturelles.

Des experts de premier plan de toute la région ont par conséquent été rassemblés lors d'un atelier à Quito, en Équateur, le 30 janvier 2017, pour parler des défis et des opportunités de renforcer la résilience des villages face aux catastrophes naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'une des préoccupations majeures était la contribution des services énergétiques à la résilience et au développement des populations rurales, et la création de villages connectés qui réalisent les avantages inhérents à l'accès énergétique et à la connectivité sous la forme d'entreprises productives et de services essentiels comme la santé, l'éducation et l'eau potable. Cette note de synthèse résume les résultats et recommandations clés de l'atelier.

Après une catastrophe naturelle, les habitants pauvres des zones rurales reviennent souvent sur les lieux pour reconstruire dans des zones à risque,

en l'absence d'autres choix réalistes. « On vit là où on peut, pas là où on veut ». Les impératifs de court terme comme avoir suffisamment de quoi manger prennent la priorité sur les considérations de sécurité de moyen et de long terme. De même, l'urbanisation risque d'augmenter le nombre de personnes vivant dans des zones vulnérables ; par exemple, les villes côtières exposées aux ouragans et aux raz-de-marée, et les villes situées sur des failles à risque de tremblement de terre. Les catastrophes naturelles font que chaque année, 26 millions de personnes dans le monde retombent dans la pauvreté.

La résilience et la santé des populations humaines et des écosystèmes dans lesquels elles vivent sont étroitement interdépendantes ; les évaluations des risques doivent prendre ces deux considérations en compte. De la même manière, il existe des interdépendances solides entre les villes et les villages concernant la résilience, ne serait-ce que du fait des mouvements de population entre les deux.

Les recommandations faites aux décideurs politiques, aux organisations de développement et à d'autres acteurs concernés par la résilience aux catastrophes naturelles sont les suivantes :

1. Les pays devront mettre en place des stratégies de résilience basées sur l'amélioration de la

connaissance des risques et l'identification des populations les plus vulnérables. Ces stratégies devront être mises au point et appliquées d'une manière qui intègre les efforts de tous les ministères gouvernementaux pertinents. Concernant l'infrastructure physique, ils devront créer des réglementations dans le bâtiment et s'assurer qu'elles sont appliquées, et mettre en place des mesures de prévention et de rétablissement. Les initiatives internationales comme le cadre Sendai sont utiles pour mettre en place des objectifs et des définitions et soutenir la collaboration internationale.

2. Des mécanismes devront aussi être créés pour tirer les leçons des catastrophes naturelles et réviser les cadres de mesures et les mécanismes de mise en œuvre en conséquence. Ces enseignements sont également très importants sur le plan des villages ; par exemple, en Amérique centrale, les populations rurales qui s'étaient mobilisées autour de la reconstruction après les guerres civiles ont été mieux à même de se rétablir après les ouragans qui ont suivi. Des leçons devront aussi être tirées des technologies et approches traditionnelles. Pour exemple, les systèmes d'agriculture en terrasse utilisés pendant de

nombreux siècles par les Incas étaient plus efficaces à retenir l'eau et à éviter l'érosion (et donc à augmenter la résilience face aux inondations et aux sécheresses) que les techniques agricoles importées d'Europe.

3. Les populations devront être directement impliquées aux initiatives de résilience par l'intermédiaire d'un dialogue ouvert qui respecte les croyances et les coutumes culturelles. L'un des résultats essentiels est que la population comprenne l'importance des mesures de gestion des risques. Sinon, ces mesures risquent d'être rejetées. Les partenariats public-privé peuvent apporter un mécanisme efficace pour les interventions. Les populations doivent être étroitement impliquées en endossant un rôle de supervision.
4. Les populations qui se mobilisent autour de la reconstruction après des catastrophes naturelles augmentent leurs liens sociaux et leur capacité à améliorer leur résilience. Elles ont tendance à avoir un fort sentiment d'appartenance et d'indépendance, ce

qui est très utile pour surmonter les problèmes de futures catastrophes naturelles. Les interventions des gouvernements devront garder cela à l'esprit, lors des projets de reconstruction après des catastrophes, pour s'assurer que la population locale est étroitement impliquée et qu'elle participe. Toutes les interventions externes devront aborder la question de savoir comment les résultats bénéfiques de celles-ci peuvent être soutenus sur le long terme.

5. L'évaluation du risque des installations électriques devra être effectuée au stade de la planification et des mesures d'atténuation devront être intégrées le cas échéant. Des efforts sont actuellement fournis pour définir des normes minimales pour la résilience des infrastructures critiques. Après une catastrophe naturelle, on devra mener des évaluations du risque des infrastructures électriques plutôt que simplement remplacer les infrastructures existantes endommagées.

6. Même si un point de vue suggère que la fourniture de services énergétiques aux villages peut augmenter leur vulnérabilité du fait de leur dépendance accrue à l'infrastructure à risque de destruction lors d'une catastrophe, de petits systèmes électriques décentralisés sont adaptables et faciles à réparer et à réinstaller après une catastrophe. Ces systèmes hors réseau pourraient par conséquent être envisagés lors de la planification du système électrique d'un pays dans le contexte de risques de catastrophes naturelles.
7. Les pays devront créer un fonds national qui peut être rapidement utilisé en cas de catastrophe naturelle. Cette solution est préférable aux emprunts internationaux qui peuvent entraîner des taux élevés de dette nationale au plus long terme. La planification financière d'un pays devra reconnaître que les pertes liées aux catastrophes naturelles sont souvent sous-estimées, et ne tiennent pas compte des pertes de long terme en matière commerciale et touristique.

## Notes

Nous avons pour objectif de fournir aux décideurs politiques, aux bailleurs de fonds, et aux agences du développement qui s'intéressent à l'accès énergétique rural, de nouvelles perspectives sur les obstacles réels à l'accès énergétique des villages dans les pays en développement – qui sont d'ordre technologique, financier et politique – et sur la manière de surmonter ces obstacles. Nous avons choisi de nous intéresser de près aux villages isolés hors réseau, où des solutions locales (systèmes et mini-réseaux domestiques ou institutionnels) sont à la fois plus réalistes et moins coûteuses que l'extension du réseau national. Notre objectif est de veiller à ce que l'accès énergétique entraîne le développement et la création de « villages intelligents ou connectés » au sein desquels un grand nombre des avantages de la vie des sociétés modernes parviennent aux communautés rurales.

[www.e4sv.org](http://www.e4sv.org) | [info@e4sv.org](mailto:info@e4sv.org) | [@e4SmartVillages](https://twitter.com/e4SmartVillages)

CMEDT – Smart Villages Initiative, c/o Trinity College, Cambridge, CB2 1TQ

© Smart Villages 2017

L'initiative Smart Villages est financée par le Cambridge Malaysian Education and Development Trust (CMEDT) et par l'intermédiaire d'une subvention de Templeton World Charity Foundation (TWCF). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de Cambridge Malaysian Education and Development Trust ou de Templeton World Charity Foundation.

Les articles de cette publication peuvent être reproduits en partie ou en intégralité à des fins éducatives ou non commerciales autres.